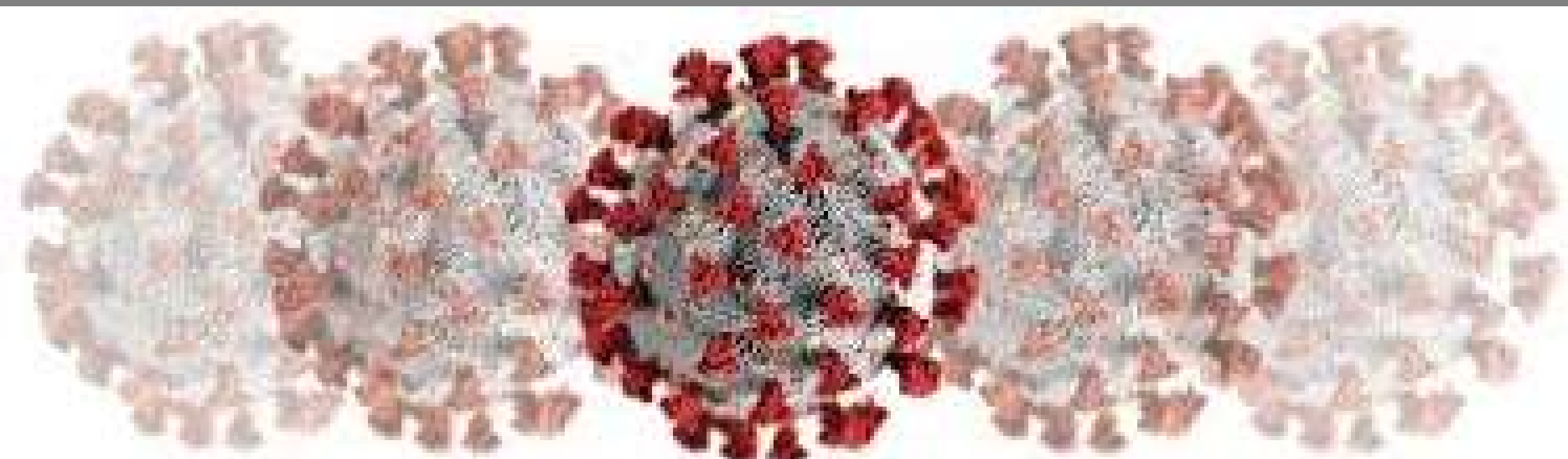




TONY BLAIR
INSTITUTE
FOR GLOBAL
CHANGE

COVID-19 : guide sur la protection des industries clés en Afrique

Avril 2020





Généralement, les pays qui rebondissent fortement après une crise comme celle du Covid-19 protègent les industries clés

Dans la mesure où les ressources gouvernementales sont fortement restreintes et que le soutien des partenaires de développement est souvent limité, il est primordial de donner la priorité aux industries qui ont besoin de soutien. Bien que les facteurs politiques joueront un rôle certain, nous suggérons 3 critères économiques auxquels donner la priorité :

01

Capacité de survie

L'industrie survivra-t-elle sans soutien ?

Cela dépend de la capacité de tampon de l'entreprise. Celle-ci peut inclure a) l'épargne (ou le niveau de la dette) b) la facilité d'accès au crédit c) la détention d'actifs et d) la capacité d'adaptation aux nouvelles conditions économiques (p. ex., la reconversion des chaînes de production pour produire du matériel médical).

02

Contribution à la macroéconomie

Dans quelle mesure le reste de l'économie est-il dépendant de cette industrie ?

Les facteurs généralement pris en considération sont a) les exportations b) les recettes fiscales c) la valeur ajoutée locale et l'approvisionnement auprès des PME d) les importations importantes e) la production de biens essentiels, p. ex., denrées alimentaires.

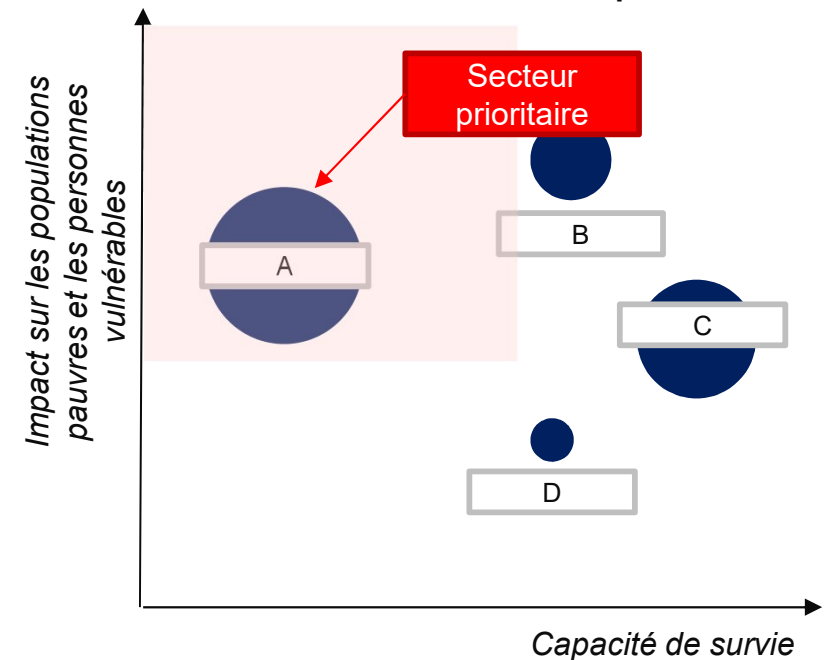
03

Contribution aux moyens de subsistance

Dans quelle mesure les populations pauvres, les personnes vulnérables et la classe moyenne sont-elles dépendantes ?

Les facteurs généralement pris en considération sont a) l'emploi en général et l'emploi des jeunes b) la dépendance du secteur informel c) les petits exploitants agricoles d) la dépendance de la réponse sanitaire elle-même.

Illustration d'un modèle de priorisation



Contribution à l'économie



Regroupement d'industries/d'activités économiques/d'entreprises



Les 4 catégories de politiques que les pays utilisent généralement pour soutenir les industries clés

Avantages et enjeux de ces mesures

01

Assouplissement de la réglementation

Modifier la réglementation ou faire appel aux autorités pour contraindre les agents à changer de comportement ou à collaborer



Pas de risque sur le compte de résultat



L'absence de mécanisme d'application de la loi implique un risque de non-conformité

02

Soutien en termes de trésorerie

Accélérer le paiement des engagements à échéance prochaine ou des arriérés et/ou reporter les impôts/charges des citoyens



Pas de risque sur le compte de résultat tant que le gouvernement prévoit de facturer ; effet direct sur les moyens de subsistance de la population ; utilisation des systèmes de paiement préexistants



Le fait de cibler les mesures (p. ex. uniquement aux entreprises affectées par le Covid-19) peut compliquer la mise en œuvre : cela peut entraîner des pénuries de trésorerie si les services publics ou les entreprises du secteur public ont des coûts d'exploitation élevés et n'ont pas accès à des financements à court terme

03

Accès à la finance

Faciliter l'accès pour les individus et les entreprises aux mécanismes de financement et/ou accorder des garanties et des emprunts



Développement des outils politiques déjà établis (mesures de la Banque centrale ou dispositifs de prêt préexistants) ;



Les prêts ajoutent un risque systémique aux finances du gouvernement/de la Banque centrale ; l'assouplissement de la réglementation financière peut rendre le secteur vulnérable aux chocs économiques

04

Transferts

Fournir des ressources non financières aux entreprises et aux particuliers, notamment en renonçant aux impôts, droits de douanes et charges.



Effet direct et durable sur les moyens de subsistance de la population



Effet direct sur le compte de résultat du gouvernement ; s'ils ne reposent pas sur les systèmes existants (p. ex., transferts de trésorerie, rentes), les opérations et le ciblage peuvent représenter une difficulté majeure



Certaines mesures nécessitent moins de marge budgétaire que d'autres de la part du gouvernement, et l'ensemble adéquat de politiques varie généralement en fonction des besoins du secteur





De nombreux pays africains ont commencé à déployer un soutien ciblé pour les industries clés

Sénégal



- Utilise tous les outils politiques disponibles en ciblant directement les industries frappées par les mesures de confinement telles que le tourisme

Industries ciblées



Mesures notables

Le Sénégal accélère le remboursement de la TVA et accorde des reports de paiement des impôts et taxes à des industries clés comme le **tourisme** et le **transport**. Cette approche lui permet de protéger son environnement fiscal pour le soutien économique générique comme l'aide alimentaire et le paiement des factures aux services publics.

Guinée



- Ensemble de mesures ciblant presque entièrement les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration



La Guinée est un bon exemple africain d'un ensemble de mesures très ciblées, le pays ayant utilisé la plupart de ses outils politiques pour **soutenir directement l'industrie du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration**, grâce à des reports et des exonérations d'impôts, pour geler les charges des services publics sur le secteur.

Côte d'Ivoire



- A mis en place un fonds de solidarité pour soutenir l'emploi dans 6 industries clés



Le Premier Ministre a annoncé la mise en place d'un fonds de solidarité pour soutenir les entreprises et l'emploi, particulièrement dans les secteurs **des noix de cajou, du coton, du caoutchouc, de l'huile de palme, du cacao et du café**, tout en garantissant un dialogue fort avec le secteur privé afin de répondre à toute problématique.

Nigeria



- Accès au financement principalement par des mesures financières ciblant la santé, l'industrie manufacturière, les PME/PMI et le secteur réel



Cible le secteur de **la santé, l'industrie manufacturière, les PME/PMI et le secteur réel** Bien que **l'industrie pétrolière et gazière** soit le principal revenu du gouvernement et qu'elle soit cruciale pour le pays, elle ne **bénéficie pas de soutien** pour le moment. Ce secteur, qui n'est pas le plus gros employeur du pays, aurait suffisamment de capacités tampon pour s'adapter à la crise sanitaire et éviter la suppression de postes pendant un certain temps.

Légende :



Assouplissement de la réglementation



Soutien en termes de trésorerie



Accès à la finance



Transferts



Tout comme d'autres pays ailleurs dans le monde

Industries ciblées



Myanmar

- Cible les secteurs du textile et de l'habillement, du tourisme et les PME/PMI



PME/
PMI

Un Fonds Covid-19 d'une valeur de 70 millions de dollars (0,1 % du PIB) a été créé à la Banque économique du Myanmar pour financer des prêts à taux réduit aux entreprises touchées (en particulier les secteurs prioritaires du textile et du tourisme et les PME/PMI) à un taux d'intérêt annuel de 1 % sur une période d'un an.



Portugal

- Cible les secteurs de la transformation alimentaire, l'agriculture, le tourisme et la fabrication

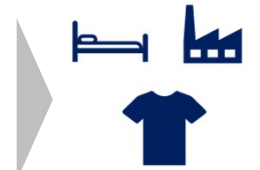


Lignes de crédit spéciales pour des secteurs spécifiques : **alimentation, tourisme et fabrication**. Suspension des cotisations de sécurité sociale pour les entreprises concernées ; prorogation de trois mois de certains délais d'imposition.



Bangladesh

- Cible les secteurs opérant à l'export



Un programme de refinancement géré par la banque du Bangladesh va permettre la mise en place d'un plan de relance pour les industries exportatrices telles que **le textile et l'habillement**. Les banques commerciales emprunteront à la banque du Bangladesh à taux zéro et prêteront aux entreprises exportatrices à un taux de 2 % sur deux ans, avec un différé d'amortissement de six mois.



Malaisie

- Cible les PME/PMI et les microentreprises



PME/
PMI

Micro-
entreprises

Fonds de secours spécial pour les PME/PMI, fournissant des prêts à faible taux d'intérêt et un autre mécanisme de prêt à taux réduit dédié au fonds de roulement des PME/PMI, avec un taux d'intérêt de 7 % sur une durée maximale de cinq ans. En outre, un système de microcrédit a été mis en place pour accorder des prêts allant jusqu'à 17 000 \$ à un taux d'intérêt de 2 %.

Légende :



Assouplissement de la réglementation



Soutien en termes de trésorerie



Accès à la finance



Transferts